



Comment le Pays-d'Enhaut fait de son isolement un atout

/// Alors que les petits hôpitaux ferment les uns après les autres, celui du Pays-d'Enhaut devrait être construit à neuf. Ce sera la pierre angulaire du Pôle santé, un modèle nouveau.

/// Et à Château-d'Œx, on n'hésite pas à prospecter en terres fribourgeoises, du côté de l'Intyamon.

/// Interview de Jean-Marc Zumwald, directeur de l'hôpital.

JÉRÔME GACHET



Jean-Marc Zumwald devant l'hôpital qui devrait être rasé, puis reconstruit juste à côté. CHLOÉ LAMBERT

CHÂTEAU-D'ŒX. Dans le Pays-d'Enhaut, la révolution est en marche: l'hôpital, l'EMS de Praz-Soleil et les soins à domicile fusionneront en une seule entité, le Pôle santé du Pays-d'Enhaut, le 1^{er} janvier prochain. Mieux: à une époque où les hôpitaux sont regroupés dans les grands centres, la région va se doter de nouvelles infrastructures sur un même site, à Château-d'Œx. Un nouveau modèle (*lire l'encadré*) qui pourrait faire des émules. C'est du moins l'avis de Jean-Marc Zumwald (56 ans), directeur de l'hôpital. Après avoir dirigé plusieurs cliniques privées, ce Fribourgeois de la Basse-Ville, docteur en économie, découvre le public. Engagé il y a un an pour assurer la transition, il terminera son mandat à la fin de cette année. Interview.

Quels sont les avantages du Pôle santé?

Qu'il soit hospitalisé, soigné aux urgences, bénéficiaire des soins à domicile ou résident à l'EMS, le patient restera dans la même structure. Qui dit fusion, dit aussi économies. Avec une seule direction, une seule administration, une seule buanderie, les charges vont baisser.

De nombreux hôpitaux disparaissent en Suisse comme c'est le cas, non loin de Château-d'Œx, à Saanen. A-t-il été question de fermer l'hôpital du Pays-d'Enhaut?

La question s'est posée différemment: fallait-il rénover le bâtiment actuel ou construire à neuf? Il s'est avéré que la différence, sur le plan financier, entre les deux options n'était pas énorme. Le Service de la santé publique soutient la deuxième variante à la condition que la fusion se fasse dans les délais. Président du Conseil d'Etat vaudois et responsable de la Santé, Pierre-Yves Maillard voit le Pays-d'Enhaut comme un laboratoire dans le domaine de la santé, un modèle qui fera peut-être école ailleurs.

Un tel établissement doit coûter cher, non?

La grande chance de cette région, c'est son relatif isolement. Les gens d'ici devront de

toute manière être soignés. Et s'ils ne peuvent l'être à Château-d'Œx, ils devront être amenés en ambulance jusqu'à Montreux ou Vevey et, dès 2019, jusqu'à Rennaz. Cela prendrait du temps et serait onéreux: économiquement, le gain n'est pas très important. De plus, les habitants de cette région affichent une grande volonté de maintenir un hôpital. L'idée du Pôle santé est d'ailleurs venue d'eux, il y a une dizaine d'années.

Quel est, dans les grandes lignes, le rôle de l'hôpital du Pays-d'Enhaut?

Simplement de répondre aux besoins des 6500 habitants de cette région. Pas question d'être à la pointe dans tel ou tel do-

maine... Nous avons une mission de soins aigus de proximité, essentiellement de la médecine générale et de la chirurgie générale, et une mission de réadaptation et de soins palliatifs. Nous bénéficions également de la présence de médecins spécialistes, tels que des orthopédistes, gynécologues ou urologues qui consultent et/ou opèrent dans l'hôpital.

Est-il possible de rentabiliser cet hôpital?

Difficilement. Au niveau des comptes de fonctionnement, nous serons proches de l'équilibre en 2017, mais sans rien mettre de côté pour investir. Depuis 2014, nous essayons des déficits structurels. Idéalement, nous devrions com-

prendre le faible pourcentage de cas lourds par un grand volume de cas légers ou modérés. Ce qui n'est pas possible avec ce bassin de population. Par contre, nous bénéficions de prestations d'intérêt général (PIG) qui nous aident à assumer notre mission, dont la formation des médecins assistants et des infirmières, ou encore d'assurer un service d'urgences permanent. Ces PIG représentent environ 2 millions de francs sur les 14 millions de notre budget.

C'est une forme de subvention...

Ces PIG doivent être justifiées et même les cliniques privées en profitent. Mais, oui, c'est une forme d'aide de l'Etat.

Qui a épongé les déficits?

La Fondation de l'hôpital du Pays-d'Enhaut. Composée de gens de la région, elle est notamment propriétaire d'un chalet de vingt-quatre appartements qui donne un certain rendement et permet, pour l'heure, d'éponger les déficits structurels. Ce système a évidemment ses limites et la Fondation n'a pas les moyens de couvrir ces pertes *adaeternam*. Il faut être réaliste: cet hôpital devra se battre chaque année pour équilibrer ses comptes.

L'hôpital de Saanen va fermer et celui de Zweisimmen est en sursis. Ne possédez-vous pas une marge de manœuvre du côté bernois?

Elle est faible. Au niveau des hospitalisations, c'est nul. Les Bernois vont plutôt à Zweisimmen et, le jour où ce ne sera plus possible, à Thoune, voire à l'Inselhospital de Berne. Nous accueillons en revanche quelques patients pour les ur-



«Si nous pouvons élargir notre bassin du côté de l'Intyamon, nous le ferons. A un moment donné, nous n'avons plus le choix.»

JEAN-MARC ZUMWALD, DIRECTEUR DE L'HÔPITAL DU PAYS-D'ENHAUT

gences et l'ambulatorio, ainsi que pour les consultations, mais très peu.

Du côté de l'Intyamon, en revanche, on entend dire que de nombreux Gruériens préfèrent se rendre aux urgences de Château-d'Œx plutôt qu'à celles de Riaz en raison de la rapidité de la prise en charge...

Nous le constatons en effet depuis quelques mois. Entre 2015 et 2016, la clientèle fribourgeoise a augmenté de 10%, soit entre 150 et 180 cas au total. Le critère principal est effectivement le temps d'attente. A la décharge de Riaz, nous avons peu d'urgences vitales comme c'est le cas dans un centre urbain. L'augmentation des patients fribourgeois se voit aussi au niveau des consultations. Nous sommes passés de 2% de patients fribourgeois en 2014, à 3% en 2015 et à 5% en 2016. Sur l'ensemble, ça reste toutefois marginal.

Vous faites de la prospection active, en faisant paraître des annonces publicitaires pour promouvoir les consultations. Est-ce qu'un hôpital public doit concurrencer un autre hôpital public?

Le législateur a souhaité cette concurrence. Comme les déficits ne peuvent plus être couverts par les pouvoirs publics, les hôpitaux doivent se

débrouiller. Si nous pouvons élargir notre bassin du côté de l'Intyamon, nous le ferons. A un moment donné, nous n'avons plus le choix.

Et pour les ambulances?

C'est le 144 qui gère ce secteur et qui prendra toujours la meilleure solution pour le patient. Il nous arrive dès lors fréquemment de nous rendre dans l'Intyamon et d'amener le patient à Riaz. Les ambulances du Sud fribourgeois font pareil dans l'autre sens.

La plupart des petits hôpitaux se plaignent de la difficulté à attirer des médecins et du personnel soignant. Et vous?

Honnêtement, nous rencontrons assez peu de problèmes de ce côté-là. Quand il s'agit de remplacer un médecin-chef, nous ne recevons pas beaucoup de postulations, mais suffisamment pour en trouver un. C'est un peu plus compliqué pour les médecins de famille, la plupart d'entre eux approchant de la retraite. Cela dit, cinq ou six jeunes médecins sont actuellement prêts à prendre la relève. Touchons du bois. Pour nous, la plus grande difficulté est de faire venir des infirmières confirmées. Nombre d'entre elles sont françaises. Pour les jeunes, un petit hôpital généraliste comme celui-ci est intéressant, car il permet d'acquérir une bonne base. ■